

l'impuissance diplomatique du cio

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le CIO se trouve dans une situation tout particulièrement difficile, sinon embarrassante. En effet, les jeux Olympiques n'ont pu se dérouler ni en 1940 ni en 1944 et le Suédois Siegfried Edström exerce une présidence toute théorique depuis le décès, en janvier 1942, du comte belge Henri de Baillet-Latour. Surtout, le CIO s'est compromis avec le régime nazi, au moins autant qu'il a été manipulé. C'est le déclenchement de la guerre froide qui va lui permettre d'échapper à la tutelle anglo-américaine. L'intégration de l'URSS dans le mouvement olympique en 1951 permet au CIO de pratiquer une politique d'équilibre entre Est et Ouest, qui tourne sportivement en faveur des athlètes représentant le camp communiste. Devenus aussi la tribune des opprimés et des nations du Sud, les jeux Olympiques sont menacés de disparition par la multiplication des boycotts.

Le CIO sous la pression anglo-américaine

Face aux autorités militaires américaines et britanniques qui ont en mémoire les Jeux de Berlin, le CIO en la personne du président Edström proteste de la neutralité du sport et de l'olympisme et rejette toute intrusion des États. Il s'agit bel et bien d'épargner au CIO l'épreuve de la dénazification. Le premier numéro du *Bulletin du Comité international olympique* qui paraît en octobre 1946 comporte encore les noms des membres allemands et japonais du CIO actifs dans les années 1930. En 1946, puis de nouveau en 1949, Edström envisage même de coopter Carl Diem, l'organisateur des Jeux de Berlin. Mais il est pressé d'écarter cette éventualité et doit opérer le transfert de l'Institut olympique de Berlin à Lausanne. Edström et son vice-président Brundage tentent alors de reconnaître le « Comité olympique allemand » créé à Francfort par Carl Diem et le duc zu Mecklenburg. Mais ils se heurtent aux refus successifs du gouvernement militaire américain (5 février 1947) puis du Conseil de contrôle allié. Le CIO repousse alors prudemment sa décision « après la formation d'une nouvelle Allemagne par les États occidentaux ».

L'esquisse d'une épuration

Des gages de dénazification sont alors donnés aux Alliés, mais à contre-cœur. Le secrétaire du CIO Klingeberg, qui est un agent du Reich, n'est pas réintégré

dans ses fonctions malgré des demandes réitérées jusqu'en 1951, et deux membres du CIO sont finalement exclus : le fils du maréchal Horthy, l'homme fort de la Hongrie, et le général mussolinien Vaccaro. Mais d'autres retrouvent leur siège sans être nullement inquiétés pour leurs activités de collaboration : le duc allemand zu Mecklenburg, le sénateur italien Thaon di Revel, le comte Soyeshima ainsi que Shingoro Takai-shi et Matsuto Nagai pour le Japon, François Piétri et le comte de Polignac pour la France. Edström et le vice-président Avery Brundage profitent même de la demande de reconnaissance du Comité soviétique pour obtenir de l'URSS la libération de l'ancien *Reichsports-Führer* Karl Ritter von Halt. Relâché à la fin de l'année 1949, il retrouvera son siège au CIO en 1951.

L'ancrage à l'Ouest du CIO

L'attribution des olympiades de l'année 1948 comme les cooptations de l'après-guerre signalent toutefois l'ancrage du CIO dans le camp des démocraties occidentales. Pressentie pour les Jeux de 1940 et de 1944, Tokyo connaîtra un purgatoire olympique jusqu'en 1964, tandis que la station italienne de Cortina d'Ampezzo deviendra cité olympique en 1956. Les Jeux d'été auront lieu à Londres afin de rendre hommage à la capitale britannique qui a résisté à Hitler, et ceux d'hiver à Saint-Moritz pour resserrer les liens avec la Confédération helvétique. Quant au remplacement des 22 des

73 membres actifs du CIO décédés durant la guerre, il reflète bel et bien le système d'alliances des États-Unis : un Australien, deux Sud-Africains, un Canadien, un Islandais, un Néerlandais, un Belge, un Luxembourgeois, un Suisse, un Français, un Portugais, un Grec, un Tchécoslovaque. Plusieurs mois avant que le président américain Truman n'appelle le Congrès et le monde entier à choisir entre la « liberté » et l'« oppression » (discours du 12 mars 1947), un rideau de fer se dessine au cœur de l'Europe olympique.

Le CIO dans le camp des neutres ?

Dès que la guerre froide se met en place, le CIO opère un rapprochement avec les pays neutres : Helsinki et Oslo sont très vite désignées comme cités hôtes des olympiades de l'année 1952. Il s'agit aussi pour le CIO d'éviter une nouvelle interruption du cycle quadriennal des Jeux. Pour la cérémonie d'ouverture des Jeux de Londres 1948, le CIO recommande à chaque pays « d'abaisser le drapeau devant les tribunes officielles » afin d'éviter toute démonstration à caractère national ou politique qui pourrait rappeler Berlin 1936. Alors que la conférence de Londres entre Américains et Soviétiques, dite « de la dernière chance », vient d'échouer, le CIO formule des vœux incantatoires : « L'intérêt pour le mouvement olympique est plus fort que jamais. L'avenir appartient à la jeunesse. Pour celle-ci, l'idée olympique ne signifie pas seulement une coopération

internationale pour l'amélioration physique si nécessaire après ce terrible conflit mondial, mais aussi un désir ardent de collaboration pour le retour à la paix. » Comme les Américains, et surtout les Britanniques, ne désirent pas voir triompher des athlètes allemands à Londres, une règle tacite est adoptée en octobre 1945 selon laquelle une invitation à participer aux Jeux sera adressée seulement aux pays « dont les comités nationaux olympiques sont acceptés au sein de la communauté des nations », c'est-à-dire « reconnus politiquement et commercialement ». Pour éviter que le président finlandais Paasikivi n'invite à Helsinki les athlètes est-allemands ou nord-coréens dans le cadre de sa politique de neutralisme favorable à l'URSS, il est stipulé dans la nouvelle Charte olympique adoptée en 1949 que les CNO reconnus seront désormais invités non plus « en premier lieu » mais « exclusivement ».

La RDA reconnue par le CIO quinze ans après la RFA

Deux décennies durant, le CIO est parvenu à nier l'une des réalités les plus visibles et irréductibles de la guerre froide, à savoir la partition de l'Allemagne en deux États distincts, et ce pour le plus grand profit du camp occidental. Comme le CIO ne reconnaît qu'un seul CNO par « pays », l'argument a consisté ici à reconnaître le CNO de l'Allemagne de l'Ouest puis à repousser l'entrée de la RDA dans le mouvement olympique.

Il est vrai que l'Ouest a été plus rapide. Dès le lendemain de la proclamation de la République fédérale d'Allemagne, un « CNO d'Allemagne » est fondé à Bonn sous les auspices du président allemand Theodor Heuss (24 septembre 1949). Ce CNO d'Allemagne est reconnu les 15-17 mai 1950, à la suite de l'intervention du général Robertson, haut commissaire britannique en Allemagne occidentale, auprès du membre anglais du CIO Lord Burghley : « Je vous écris pour vous exprimer mon espoir le plus sincère que vous voudrez bien tendre tous vos efforts lors de la prochaine session du CIO pour obtenir que la République fédérative de l'Allemagne occidentale soit invitée à participer aux jeux Olympiques d'Helsinki en 1952... Il m'apparaît clairement qu'après les terribles événements qui se sont passés en Allemagne dans un passé récent, nous devons aider la jeunesse allemande à prendre un nouveau départ. » Constitué le 22 avril 1951, le CNO est-allemand est reconnu par le CIO, provisoirement en 1955, puis définitivement en 1965.

Jusqu'en 1968, la *pax olympica* des deux Allemagnes

Profitant de la « première détente » des années 1953-1955, le CIO obtient que le peuple allemand soit représenté par une équipe commune aux Jeux de Melbourne 1956. Il peut alors se vanter de favoriser la paix là où les États échouent : « Il est heureux de constater

combien l'union des deux régions de l'Allemagne se réalise favorablement en vue des jeux Olympiques dans le domaine du sport, ce que la politique n'a pu faire à ce jour. » Malgré les crises de Hongrie, de Berlin et de Cuba, une équipe commune est encore mise sur pied pour les Jeux de Rome 1960 et de Tokyo 1964. C'est là un *modus vivendi* difficilement entretenu par le CIO, mais peut-être rendu possible par la stratégie de manipulation des dirigeants sportifs ouest-allemands que développe au même moment la RDA. Cette *pax olympica* du sport allemand est fragilisée en 1959 par la décision de certains pays de l'OTAN de ne pas délivrer de visas aux athlètes de l'Est, en guise de rétorsion à l'ultimatum soviétique de novembre 1958 qui remet en cause le statut de Berlin-Ouest. À quelque quinze mois de la construction effective du Mur de Berlin, le *Bulletin du CIO* titre : « Mur de visas à Berlin-Ouest » et « Guerre froide... même dans le sport ? » (mai 1959). Lors des Jeux de Mexico et de Grenoble 1968, les deux Allemagnes ont des équipes séparées, mais le CIO entretient l'illusion de la fraternité olympique en imposant des attributs similaires et neutralisés : anneaux olympiques surimposés sur les drapeaux noir-rouge-or, *Hymne à la joie* de Beethoven. C'est finalement à l'occasion des Jeux de Munich 1972, donc en terre ouest-allemande, que RDA et RFA sont autorisées à présenter deux équipes sportivement et symboliquement indépendantes.

Les dilemmes coréen et chinois

Le traitement olympique des cas coréen et chinois est quelque peu similaire dans la mesure où le CIO reconnaît en premier lieu les CNO des États non communistes et poussent à la constitution d'équipes communes. Fondé en 1946, le CNO de la Corée du Sud est reconnu en 1947, soit un an avant la création de l'État qui lui correspond. En revanche, le CNO de la Corée du Nord, constitué en 1947, n'entre dans le mouvement olympique qu'en 1953, à l'issue du traité de paix de Pam Mun Jon. Si les athlètes sud-coréens participent aux Jeux de Londres 1948, ceux du Nord feront leur première apparition aux Jeux d'hiver d'Innsbruck en 1964. Quatre ans auparavant, pour les Jeux de Rome, le projet d'une équipe unique avait échoué pour la Corée comme pour la Chine. L'arrivée au pouvoir de Mao en 1949 avait abouti, en effet, à la création d'un CNO de Chine populaire concurrent du CNO de la Chine nationaliste replié à Formose/Taïwan. Sur proposition des membres français du CIO, les deux Chines sont alors autorisées à participer aux Jeux d'Helsinki 1952, mais la Chine de Taïwan, qui est la seule Chine reconnue à l'ONU, fait le choix de ne pas participer. Pour protester contre l'obstination du CIO à reconnaître les deux Chines, Pékin durcit sa position et boycotte à son tour les Jeux de Melbourne 1956. Puis, en pleine crise du détroit de Formose, elle annonce son retrait du mouvement olympique (19 août 1958).